

## **Intervention de Jean LAUNAY sur la Contribution Climat Energie (CCE) - 16 septembre 2009**

A l'occasion de la réunion du groupe SRC à l'Assemblée Nationale

Est-il possible, chers camarades, d'aborder posément (en tous cas, je le souhaite) ce sujet sous deux angles :

**1/** D'abord dire, affirmer, confirmer notre accord sur la nécessité d'inverser, de transformer nos modes de production et de consommation et de mettre en place une véritable fiscalité écologique :

- lisible et visible ;
- pédagogique (à l'antipode de la punition ou de la sanction) par le biais de la contribution climat énergie universelle.

Ce faisant, nous acterions notre accord sur le double constat inclus dans le débat qui porte sur le paquet climat-énergie :

- Le réchauffement climatique (renvoyant en même temps Claude Allégre à ses certitudes) ;
- La fin annoncée des ressources en énergies fossiles (pétrole, gaz) et la hausse tendancielle de leur prix.

D'ailleurs, je rappelle à chacun que cette position a été adoptée par le bureau national du Parti Socialiste le 28 juillet. Avec quelques détails de contenu que je rappelle également :

- CCE et non taxe carbone ;
- Caractère universel ;
- Inclusion de l'électricité dans la base taxable (une partie de notre électricité est produite par des centrales thermiques / il n'est pas souhaitable d'encourager le coûteux chauffage électrique) ;
- Accord sur le prix de base à la tonne de 32€ (conformément aux préconisations des rapports QUINET sur la valeur tutélaire du carbone et ROCARD issu du travail du groupe d'experts).

J'ai appelé ces points parce qu'ils vont nous faciliter aussi l'abord du deuxième angle.

**2/** L'analyse politique critique des propositions du Président de la République, et en conséquence notre positionnement dans le débat parlementaire à venir. Je pense que nous devrions dire :

- Le montant choisi de 17€ est trop faible et ne sera pas totalement efficace (c'est le lot des demi-mesures) pour réorienter nos modes de vie et de consommation ;
- Le remboursement d'une partie (combien ?) de la taxe à l'ensemble des ménages n'a pas de sens. C'est la mission du Parti Socialiste de parler de redistribution. S'il est nécessaire d'aider les ménages les plus pauvres, pourquoi accorder un crédit d'impôt aux ménages les plus favorisés ? (qui ont déjà bénéficié pour pas mal d'entre eux du bouclier fiscal).

En conclusion,

Le Président de la Commission des Finances, Didier MIGAUD, m'a demandé de travailler sur le sujet avec Michel Diefenbacher (UMP - 47). Alors que ce dernier était au départ sur la "position Allégre", je l'ai amené sur l'avis du P.S. :

- Contribution Climat Energie Universelle ;
- 32€ la tonne ;
- Inclusion de l'électricité ;
- Redistribution différenciée.

Je voudrais donc vous dire, en amitié :

- Que nous gagnerions, que nous gagnerons... à terme ?!, à avoir des cohérences affirmées entre le parti et le groupe sur quelques sujets ;
- Que notre accord le plus large est souhaitable à la fois dans le débat parlementaire sur le PLF 2010 qui inclura la taxe carbone, mais aussi dans les communications (interne et externe) que chacun d'entre nous fera sur le sujet.